CHEMINOTS FO

LE RAIL Syndicaliste

N°696 août septembre 2025

Libre et Indépendant

Le Rail Syndicaliste - 0,80 € - I.S.S.N. 0150 - 1313

Sommaire

2 Brève : FO dans la caravane du Tour de France !

3 Édito

4 & 5 Les enjeux de notre congrès

6 Le gouvernement déclare la guerre aux travailleurs !

7 TH : Un accord signé, un accord à interroger

8 GT Matériel : Recours massif à l'intérim au matériel

9 à 11 Actualités des Zones

12 Les retraités ne sont ni des nantis, ni des vaches à lait !

13 à 15 Une attaque en règle contre le monde du travail

16 Je signe et fais signer la pétition contre les mesures Bayrou

LE RAIL SYNDICALISTE

www.fo-cheminots.com
Rédaction / Administration
7, passage Tenaille 75014 Paris
C.P.P.A.P. 1124 S 07394
Tél. : 01 40 52 86 04
Mail : federation@fo-cheminots.fr
Directeur de la publication : Daniel Ferté
Publicité Faits et Objectifs des Cheminots :
7, passage Tenaille 75014 Paris
Tél. : 01 40 52 86 04
Maquette : Joël Van Speybroeck
Tél. : 06 07 96 40 65
Impression : Vincent Imprimeries

Instances et actions Federales

22 au 26 sepembre	Congrès Fédéral FO Cheminots
25 septembre	Conseil National FO Cheminots
3 et 14 novembre	Bureau Fédéral FO Cheminots

Breves

FO dans la caravane du Tour de France !

Force Ouvrière est présent depuis déjà 45 ans sur le Tour de France, et fait figure par sa visibilité dans la caravane et au-delà. Nous avons ce rôle de partenaire en tant que syndicat majoritaire des équipes de A.S.O. - Amaury Sport Organisation.

Nous travaillons également ensemble pour que la sécurité et le droit du travail soit respecté pour tous et par tous sur l'ensemble des nombreuses étapes et du déroulé du Tour.

L'équipe FO du Tour de France, c'est 10 bénévoles qui se relayent sur plusieurs journées pendant 3 semaines, guidé par Raphael AVRILLON (en noir au centre sur la photo), cheminot engagé depuis de nombreuses années et responsable de l'organisation de la caravane FO, sans compter les nombreux militants venus à notre rencontre sur les stands dans les villes et villages étapes de ce parcours sans cesse renouvelé chaque année.

Le TDF, ce sont de supers moments de partage et de bonne humeur entre les animateurs, accompagné de musique, de slogans, de la bonne ambiance et des liens avec le public sur les routes du territoire. Félicitations aux organisateurs pour ces moments conviviaux alliant le dépassement de soi dans le sport comme dans le syndicalisme. Merci et bravo à cette belle équipe FO engagée sur la caravane du Tour de France pour le plus grand plaisir des amateurs de vélo et de syndicalisme !

« Ne jamais rien lâcher ! »

édito

Daniel FERTÉ
Secrétaire Général
Fédération FO Cheminots

Contre l'austérité généralisée, la riposte sociale !

Le Premier ministre a donc instauré l'austérité généralisée pour l'ensemble des salariés et des retraités, mais bien sûr pas pour les milliardaires. L'annonce d'une année blanche c'est-à-dire d'une année sans aucune revalorisation ni augmentation, signifie la mise en place d'une baisse générale des salaires pensions et minima sociaux en euros constants du fait de l'inflation.

Cette année blanche est bien vite repeinte en kaki : Macron et Bayrou placent bien sûr tout cela dans le cadre d'une guerre qui serait à nos portes et imposerait un réarmement global généralisé. C'est en réalité avant tout une guerre contre les travailleurs qui est déclarée.

En particulier, l'attaque est massive dans le domaine de la santé avec 5 milliards d'économies prévues dans un secteur qui est déjà sous la table. Il faudrait si l'on en croit le Premier ministre oublier l'idée selon laquelle l'assurance maladie c'est gratuit. Non ce n'est pas gratuit, c'est notre argent, notre salaire différé !

Décidément ils osent tout et c'est à ça qu'on les reconnaît : interrogée en ce début d'été caniculaire sur l'évolution de la situation dans les ehpad depuis la fameuse canicule de 2003, la ministre de la Santé tient à rassurer tout le monde puisque, dit-elle, tous les ehpad ont aujourd'hui au moins une pièce réfrigérée…Une chambre froide ? ! ?

Pour les plus riches en revanche tout va bien, aucune demande d'effort ou de sacrifice en vue… Comme chaque année, le magazine Challenge publie son enquête sur les 500 plus grandes fortunes, pour lesquelles, rassurez-vous, tout va bien. Le patrimoine de ces 500 plus grandes fortunes a été multiplié par 14 en 30 ans alors que le smic n'a même pas doublé. La part de ces 500 plus grandes fortunes dans le produit intérieur brut représentait 6% il y a 30 ans ,40% aujourd'hui. Par ailleurs il est établi aujourd'hui que ces 500 fortunes paient en moyenne 2 fois moins d'impôts que la population générale. Pendant ce temps, une commission d'enquête du Sénat établit à 211 milliards le montant des aides publiques aux entreprises sans aucune contrepartie, sans compter les aides versées par les régions ou l'Union européenne.

Pendant ce temps, 9,8 millions de français sont sous le seuil de pauvreté, 650 000 personnes de plus en un an.

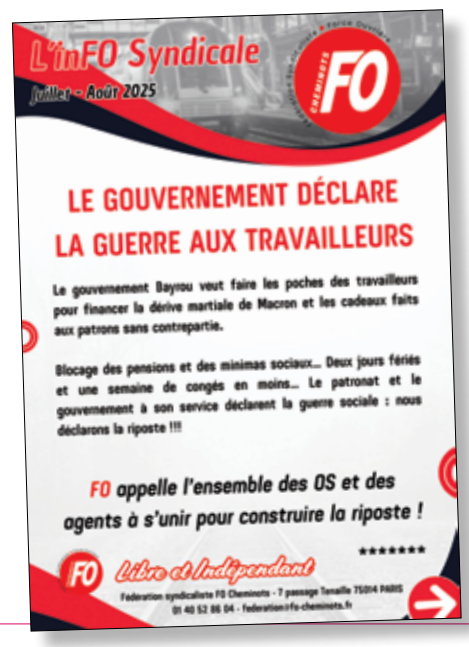
Pendant ce temps, sous les ordres de Trump, les dépenses militaires atteignent 5% du budget soit 150 milliards par an pour la France.

La minorité exploiteuse s'enrichit, la majorité exploitée s'appauvrit. La lutte des classes bat son plein et le camp du capital mène la bataille sans aucune retenue. Il est temps que le camp du travail déclare la riposte. Dans ce cadre, une intersyndicale interprofessionnelle a édité une pétition. C'est un début. Signons-la et faisons-la signer massivement. Bien sûr elle ne suffira pas à faire reculer le gouvernement, mais elle peut être un outil qui nous permet de construire la mobilisation et de construire l'unité au plus près du terrain.

La Confédération FO a par ailleurs pris ses responsabilités en déposant auprès du Premier ministre un préavis de grève interprofessionnel pour la période du 1er septembre au 30 novembre. C'est cette question qu'il nous faut mettre en discussion partout : dans les tournées, dans les HIS, à chaque occasion, il nous faut mettre en discussion avec les collègues la question de la grève.

Pour la défense de la sécurité sociale, des congés payés, pour l'augmentation générale des salaires, il nous faut une mobilisation à la hauteur des attaques.

Marc Blondel disait en 1995 : « la sécurité sociale vaut bien une grève générale ». Nous sommes à tout le moins dans cette situation aujourd'hui. Alors si la grève générale ne se décrète pas, elle se construit. Travaillons dès aujourd'hui à sa construction.



24ème Congrès fédéral à Sète - 22 au 26 septembre 2025

Les enjeux du Congrès

Du 22 au 26 septembre prochain, notre fédération tiendra son 24e congrès à Sète. Un congrès c'est le moment privilégié de la démocratie de notre organisation. C'est aussi bien sûr un moment de fraternité et de camaraderie. Le contexte social fait que les enjeux de ce congrès seront bien sûr internes à notre organisation mais également ceux de notre intervention dans la lutte des classes auprès des cheminots et au-delà.

Bilan des 4 années écoulées depuis le congrès de Savoie

Un congrès c'est d'abord l'occasion pour les délégués des syndicats qui constituent notre fédération de se prononcer sur l'activité de la fédération C'est pourquoi chacun a pu prendre connaissance du rapport d'activité du bureau fédéral, organe dirigeant de notre fédération. Les débats qui auront lieu au cours de ce congrès ainsi que les votes devront en premier lieu se prononcer sur cette activité et en premier lieu dire si le mandat fixé par le congrès de Savoie a été respecté par le bureau fédéral.

Quel mandat pour les 4 années qui viennent ?

Le congrès sera également l'occasion de fixer le mandat, la feuille de route, qui devra guider la fédération dans son activité quotidienne. Les revendications qui devront être portées par l'ensemble de notre organisation durant les prochaines années vont donc être construites durant ce congrès. Nous devrons tous ensemble être les garants de notre identité, de nos fondamentaux, tout en veillant à être en phase avec les cheminots, à nous adapter à des réalités sans cesse en mouvement. Les différentes attaques que les cheminots subissent depuis plus de 20 ans ont profondément bousculé le paysage du transport ferroviaire français. Bien sûr personne ne doute que nos revendications fondamentales seront réaffirmées, parce qu'elles sont profondément justes et qu'elles répondent aux problèmes auxquels les cheminots sont confrontés. Un retour au monopole public d'état du transport ferroviaire, une SNCF une et indivisible, l'extension du statut à l'ensemble des cheminots de la branche, règle le sujet de la concurrence par exemple. Mais le nouveau pacte ferroviaire a déjà transformé le paysage du transport ferroviaire de voyageurs et cela va s'intensifier. Au plus tard dans 15 ans, l'ensemble du TER et du Transilien aura été ouvert à la concurrence. Cette situation, on la connaît déjà aujourd'hui au fret et la situation dramatique de celui-ci nous montre ce qui attend les cheminots du TER et du Transilien.

Les autres cheminots ne sont pas à l'abri du danger pour autant. le transfert dans un groupement d'intérêt économique des cheminots d'Optim' Service , la contractualisation semant le doute sur l'avenir des cheminots de la sûreté, les réorganisations à n'en plus finir chez

SNCF réseau, comme le projet « résonance », avec les menaces que fait porter l'exigence d'autofinancement imposée par le nouveau pacte ferroviaire, la concurrence soit disant libre sur le transport à grande vitesse, tout menace le transport ferroviaire et bien sûr en premier lieu les cheminots. notre congrès devra se saisir de tous ces sujets et établir les revendications que nous devrons porter face à cette réalité bouleversée.

Une équipe au service de nos adhérents

Le conseil national qui se réunira durant notre congrès devra élire le secrétariat fédéral en charge de gérer et d'administrer la fédération, de mettre en musique l'activité de nos structures autour de la feuille de route fixée par ce congrès. Personne ne doute que le souhait de chaque membre de notre fédération est que nous puissions compter sur une stabilité et une fidélité pour pouvoir poursuivre, sereinement et avec énergie, le travail de développement vital pour notre organisation.

Une fédération sur les rails pour les élections SNCF de 2026

En conclusion de cet article qui tente de cerner quelques-uns des enjeux de notre congrès, nous ne pouvons bien sûr éviter la question des élections à venir.

Clairement nous n'allons pas faire de la représentativité l'alpha et l'oméga de notre activité : nous sommes représentatifs de ceux qui nous font confiance, de nos adhérents, et des positions que nous défendons. Cependant la loi elle d'août 2008, loi profondément antisyndicale et donc anti ouvrière, fait que les moyens d'action des militants sont fortement conditionnés aux résultats électoraux. C'est donc notre responsabilité de nous mettre en mesure de réussir les échéances électorales. Tous ensemble nous y arriverons à n'en pas douter. Comme l'ont montré les camarades de DB Cargo, comme l'ont montré les camarades de Thalys, comme l'ont montré ceux d'Eurostar, comme l'ont montré les camarades de la filiale SNCF voyageurs de l'étoile d'Amiens, comme l'ont montré les camarades de 9 CSE SNCF, comme nous avons pu le faire au niveau de la branche ferroviaire, comme auraient pu le faire nombre de camarades qui ont échoué à quelques voix de la fameuse barre des 10%, nous pouvons y parvenir, nous savons y parvenir.

Ne soyons pas nos propres freins, ayons de l'audace, soyons conquérants. Nul doute que ce congrès donnera à notre organisation l'impulsion et l'élan qui lui permettront de franchir les défis qui se présentent à nous.

Vive la fédération syndicaliste Force Ouvrière des Cheminots !

Annonces budgétaires 2026 du gouvernement Bayrou

Le gouvernement déclare la guerre aux travailleurs !

Le gouvernement veut faire les poches des travailleurs pour financer la dérive martiale de Macron et les cadeaux faits sans contre-partie aux patrons.

Le gouvernement recherche donc des pistes d'économies… dans nos poches ! Et, ceci pour financer une fuite en avant militariste et martial ainsi que les cadeaux financiers aux patrons.

Blocage des pensions et des minimas sociaux… Deux jours fériés et une semaine de congés en moins… voici quelques unes de ses mesures pour faire payer les travailleurs et leur présenter la facture du « quoi qu'il en coûte ».

Mais sur les 211 milliards de cadeaux aux entreprises : rien ! Sur les 150 milliards pour la guerre : rien !

FO Cheminots refuse les cadeaux faits aux patrons sans contreparties !

FO Cheminots partage la position de sa confédération qui annonce qu'elle sollicitera les autres OS pour une riposte à la hauteur des attaques.

Le patronat et le gouvernement à son service déclarent la guerre sociale aux travailleurs : nous déclarons la riposte !

FO Cheminots appellent l'ensemble des agents et de leurs organisations syndicales à construire la riposte et le rapport de force dans l'unité la plus large.

Accord 2025 - 2028 « Travailleurs handicapés »

Un accord signé, un accord à interroger !

Depuis plus de 30 ans, la SNCF proclame son engagement pour l'emploi des personnes en situation de handicap. Un 10ème accord vient d'être signé par UNSA, SUD-Rail et CFDT…

FO Cheminots refuse de cautionner un texte qui relève davantage de la communication managériale que d'une avancée sociale concrète et qui abandonne les collègues en situation de handicap dans un traitement managérial sans aucune contrainte pour l'employeur et où le handicap se résume bien trop souvent à la seule question budgétaire.

Un accord non contraignant pour la direction

Aucune embauche obligatoire, aucun quota annuel par site, aucune garantie de reclassement automatique en cas d'inaptitude… Les indicateurs ne sont que déclaratifs et les feuilles de route locales ne sont pas opposables.

Une individualisation du traitement

Tout repose sur la démarche volontaire du salarié : faire une RQTH, la déclarer, solliciter son manager ou le CorHE, etc. La charge repose sur le salarié, pas sur l'entreprise y compris pour se débattre administrativement à un moment où l'individu est fragilisé…

Un accord non contraignant pour la direction

Le texte fait reposer l'application de l'accord sur les DET, RRH, managers, CorHE… et fait reposer le suivi sur des outils RH déshumanisants ainsi les situations de handicap des collègues.

Tout cela alors que l'accord ne cesse d'évoquer le handicap qu'au travers de «performance sociale», «culture d'entreprise inclusive», «dynamique managériale» sans jamais évoquer la défense des droits des Travailleurs Handicapés…

POUR FO, L'INCLUSION NE SE SIGNE PAS. ELLE SE CONSTRUIT COLLECTIVEMENT PAR LE RAPPORT DE FORCE AU BESOIN !

Ce que dit ce nouvel accord ?

- Objectif affiché : maintenir et atteindre un taux d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés (TH). **Donc l'objectif est le respect de la loi ! Mais ils se foutent de qui ? Dès lors, comment signer ça ?**
- Création d'indicateurs RH pour éviter les discriminations. **Donc création d'un thermomètre pour mesurer ce qui est déjà pleinement illégal… cela n'empêchera en rien les comportements de certains dirigeants !**
- Création de 2 jours d'absences exceptionnelles pour soins + 2 jours pour RQTH, sur justificatifs.
- Désignation de référents handicap en CSE. **Il est vrai que le référent égalité Femme / Homme ou le référent Harcèlement en CSE ont prouvé toute leur efficacité (LOL !). Par contre, cela donnera des postes « ronflants » à certains en CSE.**
- Aménagements de poste, titres-restaurant, congés de répit, télétravail, mobilité, etc. **Quelques mesurettes pour lesquelles il faudra se battre au quotidien pour les faire appliquer !**

Recours massif à l'intérim au matériel

La précarité de l'emploi nuit à nos salaires, à nos conditions de travail…

GT Matériel

Au 12 juin 2025, les Technicentres Industriels comptaient 1200 contrats d'intérims et les Technicentres de Maintenance, 300 contrats.

La Direction du Matériel assume clairement le choix de faire appel à de l'intérim afin de recruter du personnel après des années de vaches maigres au Matériel et ceci au détriment de l'emploi Cheminot et notamment, des déroulés de carrière… ainsi que sur les conditions de travail et de rémunération puisque, c'est sur l'absence d'augmentation de la rémunération des agents du Matériel, que la Direction se paye la flexibilité offerte par cette précarisation de l'emploi !

La Direction résume cela en revendiquant que c'est plus rapide !

Alors que les Autorités organisatrices ont confiés 100% du parc AGC pour Opération mi-vie, la Direction doit faire face pour réaliser cette charge. Sa solution : le recours à outrance à l'emploi précaire par l'intérim.

Dans le même temps, elle reconnaît aussi qu'elle peine à recruter. En effet il existe une forte demande dans les métiers industriels et selon les régions où, il peut exister une forte concurrence entre entreprises provoquant l'aspiration des compétences par certaines d'entre elles au détriment de la SNCF. De là à dire que les salaires, les conditions d'emploi et de travail et la disparition du Statut sont un frein au recrutement, il n'y a plus qu'un pas que l'aveuglement patronal ne leur permet pas de franchir.

Pour y palier, la Direction préfère baisser ses exigences sur le niveau des recrutements. Les effets : mauvaise compréhension des documents de maintenance, mauvaise utilisation de l'outils informatique, manque de sensibilisation à la Sécurité d'Exploitation Ferroviaire, embouteillage en formation qui provoque de l'attente afin d'être autorisé et habilité à tenir et réaliser les tâches prévue. Ainsi que l'augmentation de la charge mentale pour les Cheminots du matériel qui ont en charge de former au poste de travail, aux gestes métiers spécifiques à la maintenance ferroviaire… Et ceci sans pérennité dans l'emploi se traduisant alors par une lassitude à devoir toujours former, reformer à chaque renouvellement des intérimaires. Toutes les ficelles ayant été épuisées, des intérimaires forment désormais d'autres intérimaires. La Direction estime qu'au bout de 6 à 8 mois de mission dans un établissement, un intérimaire est capable de pouvoir transmettre à un nouvel arrivant.

En conclusion, alors que le besoin de main d'œuvre est évident, la Direction ne veut pas mettre un terme à la machine à précarité tant cela lui sert de variable financière d'ajustement et de prétexte pour ne pas répondre aux légitimes revendications des agents du matériel sur leur rémunération, leur déroulé de carrière et leur condition de travail.

VAL DE DURANCE

PANNES À RÉPÉTITION SUR LES XTER 72500 : LE SERVICE PUBLIC MIS A MAL DURANT L'ETE

Depuis plusieurs semaines, les usagers et les cheminots de la ligne des Alpes subissent une série de pannes récurrentes sur les XTER 72500. Ce matériel roulant, vieux de plus de 30 ans, montre de sérieux signes de fatigue, amplifiés par un entretien insuffisant et un manque de personnel dans les centres de maintenance.

Les problèmes s'accumulent. Les filtres se bouchent à cause des pollens et de la pollution ambiante, provoquant des dysfonctionnements en série. Les fortes chaleurs estivales font surchauffer les moteurs, entraînant des retards et des suppressions de trains. Le manque d'effectifs dans les centres de maintenance empêche un entretien régulier et préventif, indispensable en période estivale.

Deux poids, deux mesures !

Alors que TRANSDEV, nouvel opérateur de la ligne Marseille – Nice, arrive avec du matériel flambant neuf, la région PACA et la SNCF laissent pourrir la ligne des Alpes avec du matériel vétuste.

Les usagers et les cheminots sont sacrifiés, dans une logique de casse du service public au profit de l'ouverture à la concurrence !

FO Cheminots exige :

- Un plan d'urgence pour renforcer les équipes de maintenance : embauches immédiates de techniciens dans les centres concernés.
- Un programme d'entretien renforcé pour l'été, prenant en compte les spécificités du matériel et les conditions climatiques.
- Des investissements pour un renouvellement du parc roulant sur la ligne des Alpes, à la hauteur de ceux engagés pour les nouveaux opérateurs.

Assez des effets d'annonce et des priorités politiques à géométrie variable ! La ligne des Alpes n'est pas une variable d'ajustement ! Des trains en bon état, c'est un service public digne de ce nom, pour les usagers et pour les cheminots.

FO Cheminots exige des moyens humains et techniques pour des trains fiables et sûrs !

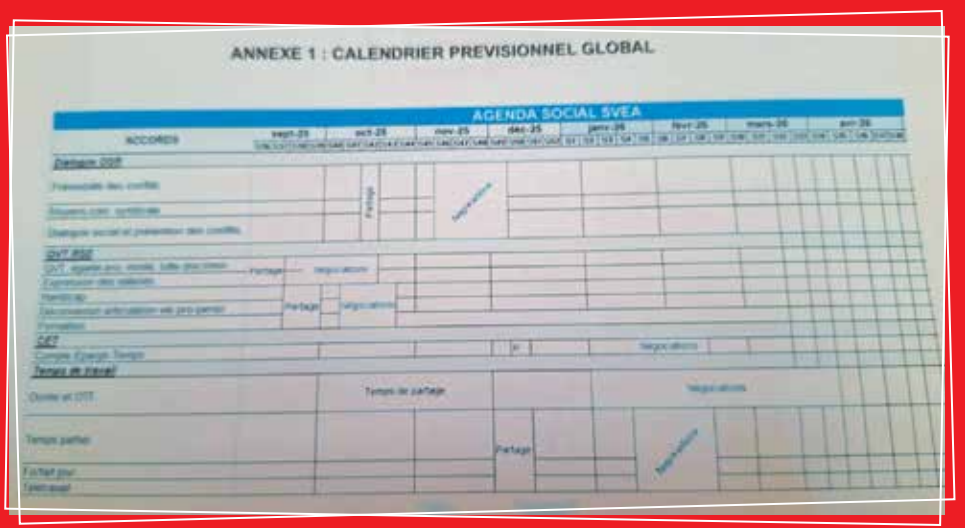
Zone-NEN

SVEA

Et dire que rien ne devait changer !

Avec la loi de 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ainsi que pour justifier leurs signatures des accords de branche favorisant et facilitant le dumping social dans le Chemin de fer, certains ont voulu vendre le fameux sac à dos social prétendument protecteur pour les Cheminots.

Comme FO Cheminots l'écrivait dès le début, le calendrier de négociation et les sujets sur la table démontre que tout est remis à plat dans les filiales une fois que les Cheminots sont transférés.


ANNEXE 1 : CALENDRIER PREVISIONNEL GLOBAL

AGENDA SOCIAL SVEA

Après les élections professionnelles en mars dernier, il est désormais venu le temps des négociations d'entreprise dans la filiale de l'Étoile d'Amiens.

Déjà, il est à noter que les Cheminots avaient été appelés à se porter volontaire pour être transférés dans la filiale alors que l'ensemble de cadre social applicable n'était donc pas connu puisqu'il fait aujourd'hui l'objet d'un calendrier de négociation de septembre 2025 à mars 2026.

Donc, la vie au travail des Cheminots transférés doit être négociée en à peine plus de 6 mois. Et, grâce aux accords de branche, ces négociations se dérouleront avec un boulet au pied car, à défaut d'accord, les OS signataires ont donné le droit au patron de passer par Décision Unilatérale. Les négociations peuvent ainsi se résumer : « Signer ce que je veux ou je fais ce que je veux ! ». C'est exactement ce qu'il s'est passé lors de la première négociation sur le versement de la prime de participation sur une base bien inférieure à la maison mère SNCF Voyageurs à condition que les organisations syndicales représentatives signent majoritairement l'accord ou sinon, ça serait zéro !

En conséquence, c'est notre capacité à construire les rapports de force et à avoir une stratégie syndicale qui peut permettre de voir le prétendu « sac à dos social » ne pas se vider au maximum 15 mois après le transfert des contrats de travail.

Quelles sont les sujets à négocier ?

Avec des élections professionnelles au plus tôt au bout de 3 mois après le transfert afin de déterminer les OS représentatives seules à même de pouvoir désigner les Délégués Syndicaux qui devront négocier le cadre social applicable dans la filiale. Et, le moins que l'on puisse dire, c'est que les sujets mis sur la table des négociations sont loin d'être minime :

- Le dialogue social et son organisation ;
- La qualité de vie au travail ;
- Le Compte Épargne Temps ;
- Temps de travail et organisation du temps de travail.

Les OS signataires de l'accord « classification/rémunération », à savoir SUD-Rail, CFDT et UNSA, ont en fait signé un chèque en blanc à la direction lui permettant de faire du dumping social la règle dans les filiales.

Une solution :
Le Retour au monopole Public d'État !!!

PARIS NORD

Notre travail mérite plus qu'une prime incertaine

À propos du courrier du Directeur de transilien sur le dispositif de reconnaissance de la performance sur Transilien, FO Cheminots réagit face à cette énième dérive financière faite sur le dos du travail des Cheminots et qui s'apparente aussi à faire du service public :

une pompe à profit !

30/06/2025

Notre travail mérite plus qu'une prime incertaine

Réaction au courrier du directeur de transilien : dispositif de reconnaissance de la performance sur transilien

On vient tous de recevoir le mail du directeur de Transilien, Alain Ribat : une «prime de performance» promise... si, et seulement si, les comptes dégagent 5% de profits supplémentaires. En clair : on nous demande toujours plus, on verra plus tard pour la reconnaissance.

Ce qui fait rouler les trains chaque jour, ce n'est pas un pourcentage d'EBITDA, se sont les équipes sur le terrain : conducteurs, contrôleurs, agents de maintenance, commerciaux en gare... Chaleur, retards, incidents techniques, pénurie de personnel : malgré tout, on est là. On assure la circulation, on renseigne les voyageurs, on répare les rames.... Ce travail existe 365 jours par an; il mérite un vrai salaire, pas une carotte conditionnelle.

Une prime, c'est ponctuel, aléatoire, et ça ne compte ni pour la retraite ni pour les prestations sociales.

Une augmentation générale, c'est durable, c'est une reconnaissance concrète. Nous le disons sans ambiguité : **reconnaître le travail, c'est augmenter le salaire**. Pas indexer notre paie sur les profits, mais reconnaître l'effort réel de tous, tout le temps.

Nous revendiquons :
- Une augmentation générale des salaires
- Des moyens humains et matériels à la hauteur des missions de service public.
- L'arrêt de la pression permanente sur la performance

Contact : Thomas ROGER - 06 17 45 68 93

Union régionale Force Ouvrière des Cheminots de Paris Nord - urfogn@gmail.com

Sur Transilien, on vient tous de recevoir le mail du Directeur de Transilien, Alain RIBAT : une « prime de performance » est promise… si, et seulement si, les comptes dégagent 5% de profits supplémentaires. En clair : on nous demande toujours plus, on verra plus tard pour la reconnaissance.

Or, ce qui fait rouler les trains chaque jour, ce n'est pas un pourcentage d'EBITDA, ce sont les équipes sur le terrain : conducteurs, contrôleurs, agents de maintenance, commerciaux en gare… Chaleur, retards, incidents techniques, pénurie de personnel : malgré tout, nous sommes présents pour assurer le service public ! On assure la circulation, on renseigne les voyageurs, on répare les rames… Ce travail existe 365 jours par an ; il mérite d'être reconnu par du salaire et certainement pas par une carotte au conditionnel.

Une prime, c'est ponctuel, aléatoire, et ça ne compte ni pour la retraite ni pour financer les prestations sociales !

Seules les augmentations de salaire son durable. C'est la seule reconnaissance concrète de notre travail. Nous le disons sans ambiguïté : reconnaître le travail, c'est augmenter les salaires ! Reconnaître notre travail ne passe certainement pas en le conditionnant et en indexant notre rémunération sur les profits tirés en plus abusivement du Service public.

***FO Cheminots** revendique :*
- *Une augmentation générale des salaires*
- *Des moyens humains et matériels à la hauteur des missions de service public*
- *L'arrêt de la pression permanente sur la performance*

Annonces Bayrou

Les retraités ne sont ni des nantis, ni des vaches à lait !

Mardi 15 juillet, le 1er ministre, M. Bayrou, a annoncé les mesures que son gouvernement entendait prendre pour économiser 43,8 milliards d'euros dans le budget 2026. Ces annonces sont autant d'attaques frontales contre les travailleurs aux premiers desquels, les retraités considérés par le gouvernement comme des nantis et des vaches à lait à traire fiscalement.

D'entrée, il a annoncé « ne pas vouloir dépenser à l'euro près plus en 2026 qu'en 2025, à l'exception de l'augmentation de la charge de la dette et des dépenses supplémentaires pour le budget des armées ».

Il a ensuite décliné son programme en proposant notamment :

- Une année blanche pour les prestations sociales, les pensions de retraite et le barème des impôts
- La suppression de l'abattement fiscal de 10% pour les retraités et son remplacement par un plafond de 2000 € par an
- La remise en cause de la prise en charge à 100% des Affections Longue Durée (ALD)
- Le doublement du plafond des franchises médicales qui passeraient de 50 à 100 €
- Le non-remplacement d'1 fonctionnaire sur 3…

Autant de mesures dont les premières victimes seront les travailleurs, à commencer par les retraités qui verront à nouveau leur pouvoir d'achat reculer…

Et comme si cela ne suffisait pas, la Banque de France vient de proposer d'abaisser le taux d'intérêt du Livret A à 1,7% au 1er août contre 2,4% actuellement.

Toutes ces mesures sont une véritable déclaration de guerre contre la population laborieuse, actifs, chômeurs et retraités !

Avec la Confédération Force Ouvrière nous disons : « **Pour FO, la rigueur et l'austérité c'est Non ! La facture du quoi qu'il en coûte ne doit pas peser sur les travailleurs !** ».

Avec la Confédération, il faut une riposte à la hauteur des attaques !

Aussi, pour préparer cette riposte, l'UCR FO invite toutes ses structures à amplifier la signature de la pétition revendiquant :

- Non à une nouvelle année blanche, revalorisation de toutes les pensions !
- Non à la suppression de l'abattement fiscal de 10% pour les retraités,
- Non à l'augmentation de la CSG !

Les retraités ne sont ni des nantis, ni des vaches à lait !

Axes budgétaires 2026

Une attaque en règle contre le monde du travail

Année blanche autrement dit gel des pensions de retraite, des prestations sociales (RSA, APL, allocations familiales, ...), des salaires des agents publics, du barème de l'impôt,... ; suppression de 2 jours de congés ; suppressions d'emplois publics avec le prochain retour de la philosophie RGPP ; simplifications/déréglementations nouvelles au bénéfice des entreprises ; nouvelle réforme en vue de l'assurance chômage ou encore du droit du travail ; mesures et déréglementations attaquant les droits des assurés sociaux, entre autres dans le domaine de la Santé,.... Les annonces faites par le Premier ministre le 15 juillet dans le cadre de la préparation des projets de textes budgétaires pour 2026 qui seront présentés à l'automne ont jeté un froid au cœur de l'été. Les mesures qui épargnent les plus riches et les entreprises, visent les travailleurs dont les plus modestes et les assurés sociaux, dont les plus fragiles. Pour FO, la rigueur et l'austérité c'est non !. Le 15 juillet au soir, la confédération indiquait : nous solliciterons les autres organisations syndicales pour une riposte à la hauteur des attaques.

En amont de la conférence de presse du Premier ministre, ce 15 juillet, consacrée aux grands axes budgétaires pour 2026, les observateurs de la vie politique s'interrogeaient : l'exposé serait-il précis et détaillé, ou pas ? A l'issue d'une conférence de plus de deux heures, au cours de laquelle plusieurs ministres (Economie, Comptes Publics, Travail, Santé, Aménagement du territoire) ont pris aussi la parole, l'axe dessiné pour les finances publiques l'an prochain devenait beaucoup plus limpide. Même empreint sur certains points concernant les entreprises, d'une sorte de jeu d'ombres et de lumière.

Comment alors caractériser l'axe budgétaire exposé, quand les textes des projets (projet de loi de finances/PLF dédié au budget de l'État et projet de loi de financement pour la sécurité sociale/PLFSS) ne seront présentés au conseil des ministres puis au Parlement que le 1er octobre ? Le mot austérité qui depuis plusieurs années est devenu un qualificatif indissociable des textes budgétaires apparaîtrait presque comme désuet.

Les annonces faites par François Bayrou ont en effet viré à une douloureuse charge réglée contre les services publics, les droits des travailleurs, qu'ils soient actifs du privé ou du public, ceux des retraités, des assurés sociaux, … Une pluie d'attaques façon hallebardes, et cela au nom des économies, soit un effort sur les finances publiques de 43,8 milliards d'euros l'an prochain, et non plus 40 milliards comme indiqué par le gouvernement précédemment. Un gouvernement qui vise toujours à ce que le déficit public (concernant l'État, la Sécurité sociale et les collectivités locales) soit ramené à 4,6% en 2026 (contre a priori 5,4% cette année).

« Stop à la dette » et « En avant la production »

La conférence de presse du Premier ministre a permis aussi de prendre connaissance du déficit visé par l'exécutif en 2029 : il ne serait plus de 3% du PIB, ni même de 2,9%, mais de 2,8%. C'est le seuil à partir duquel la dette n'augmente plus a indiqué François Bayrou, faisant précéder son exposé sur l'axe des mesures décidées pour 2026 d'un argumentaire alarmiste.

Ainsi appuyait-il, déficit et dette constituent une malédiction qui n'a pas d'issue, les Français sont donc amenés à avoir rendez-vous avec

eux-mêmes, la dette représente actuellement plus d'une année de la production totale du pays, la part de la charge de la dette dans les dépenses atteindra 100 milliards en 2029, la dette augmente de 5000 euros par seconde … Et François Bayrou de conclure ses propos liminaires par un voilà où nous en sommes. C'est la dernière station avant la falaise. Il faut prendre nos responsabilités. C'est un moment critique. L'urgence est là. Selon lui, les Français accros à la dépense publique et malgré cela pessimistes, ont perdu de vue que pour distribuer (des richesses, Ndlr), il faut produire. Il faut que tout cela cesse selon le chef du gouvernement qui qualifiant son intervention de moment de vérité a donc exposé un plan d'action en deux points : Stop à la dette et En avant la production.

Signer et faites signer la pétition intersyndicale :
https://www.change.org/p/budget-les-sacrifices-pour-le-monde-du-travail-%C3%A7a-suffit

« DONNANT-DONNANT : PAS POUR TOUS ! »

Hormis les entreprises, épargnées donc, et les ménages ultra-riches peu sollicités, le plan gouvernemental est fait d'attaques d'ampleur. Dès le 15 juillet au soir, FO titrait ainsi son communiqué Donnant-donnant : pas pour tous ! De son côté, la fédération générale des fonctionnaires FO titrait le sien Un coup mortel porté à la Fonction publique, la fédération des service publics et de santé écrivait, elle Déjà à l'agonie, l'hôpital est achevé par les mesures austéritaires du gouvernement !

Indiquant que l'État allait montrer l'exemple avec des dépenses 2026 au même niveau qu'en 2025 (ce qui signifierait un effort de 4,8 milliards d'euros pour l'État, 5,2 milliards pour ses opérateurs), François Bayrou a annoncé une année blanche, soit un gel (non-indexation à l'inflation) tant du barème de l'impôt sur le revenu (ce qui ferait entrer dans l'impôt des dizaines de milliers de contribuables), que de la CSG, des prestations et allocations sociales ou encore des pensions de retraite. Cette mesure de gel vise une économie de 7,1 milliards d'euros. Les collectivités locales devraient réaliser, elles, une économie de 5,3 milliards d'euros. Par ailleurs, les dépenses d'investissement de ces collectivités sont annoncées à la baisse en 2026, avec un soutien réduit de l'État. Quant aux dépenses sociales, elles devraient baisser, elles, de 5,5 milliards d'euros.

POUR LES ACTIFS : LE COUP DE MASSUE

Pour ce plan d'efforts à 43,8 milliards, le gouvernement a aussi prévu, dans le cadre de son Plan sur la production visant à faire travailler plus, que six milliards d'euros seraient dégagés par de nouvelles réformes (pour 1,8 milliard), sur l'assurance chômage et sur le droit du travail, dont des chantiers de négociations seraient engagés prochainement (via des bilatérales) pour aboutir, théoriquement d'ici la fin de l'année. Il s'agit de proposer un Pacte Travail a indiqué le gouvernement, précisant souhaiter une réouverture de discussions sur les paramètres des règles de l'assurance chômage, la durée d'indemnisation entre autres. Toutes les études de l'Unédic démontrent que la baisse de l'indemnisation n'a aucun effet sur le retour à l'emploi. Les droits ont déjà baissé de moitié pour tout le monde. C'est la contracyclicité à l'envers malgré tous les plans sociaux annoncés, s'est indignée la Confédération FO.

Pour une modernisation du marché de l'emploi, et des objectifs de fluidification, le gouvernement souhaite notamment que soient booster les accords d'entreprises (il ne dit rien sur des accords de branche) et pose l'objectif d'incitation à augmenter le temps de travail, avec par exemple une monétisation de la cinquième semaine de congés payés. Il souhaite aussi un assouplissement du droit du travail notamment sur la question des CDD, des intérims. Autre mesure annoncée : la suppression de deux jours fériés. Le lundi de Pâques et le 8 mai (date de célébration de la fin de la guerre en Europe en 1945 par la capitulation de l'Allemagne nazie. Le caractère férié du 8 mai a parfois été supprimé depuis puis rétabli depuis 1981).

« ALLOCATION SOCIALE UNIFIÉE », LE RETOUR DU DANGER

Dans le domaine social où toutes les allocations/prestations (RSA, allocations familiales, APL, …) seraient gelées, le gouvernement compte créer une allocation sociale unifiée en donnant une priorité au travail a indiqué, sans plus de détails, le Premier ministre. On comprend qu'il s'agirait de regrouper les différentes allocations sous un même titre. Des associations d'aide aux plus fragiles se sont alarmées dès l'annonce de cette mesure d'un risque d'harmonisation par le bas. Fustigeant une attaque visant les plus précaires, la confédération FO a résumé le concept de cette allocation : allocation sociale unifiée (baisse des droits). Ce projet d'allocation unique avait été lancé par le chef de l'État dès 2018 et stoppé par l'arrivée de la crise Covid. A l'époque, France Stratégie avait mis en garde contre le risque d'une baisse de ressources pour 3,55 millions de ménages. Dans une étude publiée le 7 juillet dernier, et portant sur l'année 2023, l'Insee soulignait la hausse notable de la pauvreté en France. Le taux de pauvreté augmente fortement (15,4 % après 14,4 % en 2022) et atteint son niveau le plus élevé depuis 1996, année où débute la série. En 2023, 9,8 millions de personnes occupant un logement ordinaire en France métropolitaine vivent sous le seuil de pauvreté monétaire.

SANTÉ : FRAPPE FRONTALE CONTRE LES DROITS

Le plan global du gouvernement qui s'étend, et douloureusement, à la protection sociale, conçoit aussi des mesures dans le domaine de la Santé. Une cascade de mesures. Doublement, à 100 euros, de la franchise sur les médicaments, volonté de réduire par une réforme de prise en charge le nombre des patients en Affection de longue durée, volonté de réduire le nombre d'arrêts maladie, suppression en vue (hors AT/MP) de la visite de reprise par un médecin du travail (visite jugée absurde par François Bayrou) après 30 jours d'arrêt (elle serait réalisée par un généraliste), volonté d'aller vers une réduction du nombre de visites et examens médicaux, obligation d'un dossier médical partagé, nouveaux efforts de baisse de leurs dépenses demandés aux hôpitaux… Le premier Ministre François Bayrou vient parachever par ces mesures anti-sociales, l'écroulement de notre modèle social et notamment celui de la Fonction Publique Hospitalière. La cure d'austérité imposée entraînera des conséquences graves dont la perte de chance sur les patients ou futurs patients de l'hôpital. Ces mesures délétères ne règleront en rien la pénurie médicale et paramédicale, les attentes aux urgences, ou les délais pour obtenir une consultation, etc… Quant aux conditions de travail des hospitaliers, elles vont se dégrader davantage réagissait la fédération FO-SPS.

POUR FO, LA NÉCESSITÉ D'UNE RIPOSTE D'AMPLEUR !

Alors que ce plan d'attaques tous azimuts devrait constituer la trame des projets de textes budgétaires qui seront présentés le 1er octobre, pour FO, la rigueur et l'austérité c'est non ! La facture du quoi qu'il en coûte ne doit pas peser sur les travailleurs soulignait le 15 juillet la Confédération annonçant qu'elle sollicitera les autres organisations syndicales pour une riposte à la hauteur des attaques. Ce plan d'austérité aggravée ne passe pas.

BUDGET BAYROU : CA SUFFIT !

Cfdt: la cgt FO CFE CGC cftc UNSA U. Union syndicale Solidaires

JE SIGNE CETTE PÉTITION POUR EXIGER L'ABANDON IMMÉDIAT DE CES MESURES.